

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Baie-Comeau | 96020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jeanie Caron, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature



Date 17 mai 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Baie-Comeau,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **VILLE DE BAIE-COMEAU** (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation de sa dette nette consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Baie-Comeau inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états consolidés

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Baie-Comeau, Canada

Le 17 mai 2021

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A128584

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations	
		2020	2019
Revenus			
Taxes	1	46 942 224	45 469 273
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 143 644	2 906 975
Quotes-parts	3		
Transferts	4	5 039 777	5 553 722
Services rendus	5	22 395 268	20 412 295
Imposition de droits	6	525 635	667 373
Amendes et pénalités	7	543 884	741 433
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	418 742	603 123
Autres revenus	10	(820)	897 995
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	79 008 354	77 252 189
Charges			
Administration générale	14	9 319 883	8 743 401
Sécurité publique	15	6 326 356	6 182 090
Transport	16	11 269 131	12 232 600
Hygiène du milieu	17	11 860 511	11 491 217
Santé et bien-être	18	368 280	428 730
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 037 009	4 939 334
Loisirs et culture	20	9 841 853	10 064 010
Réseau d'électricité	21	16 769 355	14 090 595
Frais de financement	22	3 639 515	4 488 784
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	74 431 893	72 660 761
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 576 461	4 591 428
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	145 480 178	141 092 241
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		(203 491)
Solde redressé	28	145 480 178	140 888 750
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	150 056 639	145 480 178

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	19 172 302	12 762 593
Débiteurs (note 5)	2	37 745 692	43 070 261
Prêts (note 6)	3	332 291	342 291
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 359 411	1 254 372
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	100 000	100 000
	8	58 709 696	57 529 517
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 036 348	8 091 073
Revenus reportés (note 12)	12	956 139	2 151 690
Dette à long terme (note 13)	13	97 157 770	99 692 122
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	7 158 500	7 689 800
Autres passifs (note 14)	15	1 038 102	906 972
	16	115 346 859	118 531 657
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(56 637 163)	(61 002 140)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	202 276 380	201 503 277
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	2 271 209	2 269 213
Stocks de fournitures	20	1 589 210	1 647 399
Autres actifs non financiers (note 18)	21	557 003	1 062 429
	22	206 693 802	206 482 318
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	150 056 639	145 480 178

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations	
		2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 576 461	4 591 428
Variation des immobilisations			
Acquisition	2 (	9 725 170)	(4 748 626)
Produit de cession	3	203 949	101 576
Amortissement	4	7 951 720	7 930 640
(Gain) perte sur cession	5	314 556	520 973
Réduction de valeur / Reclassement	6	481 838	28 174
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(773 107)	3 832 737
Variation des propriétés destinées à la revente	9	(1 996)	(268 482)
Variation des stocks de fournitures	10	58 189	(344 818)
Variation des autres actifs non financiers	11	505 426	(33 330)
	12	561 619	(646 630)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14	4	(2)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	4 364 977	7 777 533
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	16	(61 002 140)	(68 545 346)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17		(234 327)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18		
Solde redressé	19	(61 002 140)	(68 779 673)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20	(56 637 163)	(61 002 140)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 576 461	4 591 428
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	7 951 720	7 930 640
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession	3	314 556	520 973
▪ Réduction de valeur	4	481 838	28 174
	5	13 324 575	13 071 215
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	5 324 569	12 796 732
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 076 405	(2 003 767)
Revenus reportés	9	(1 195 551)	184 805
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(531 300)	226 500
Propriétés destinées à la revente	11	(1 996)	(268 482)
Stocks de fournitures	12	58 189	(344 818)
Autres actifs non financiers	13	505 426	(33 330)
	14	18 560 317	23 628 855
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(9 725 170)	(4 748 626)
Produit de cession	16	203 949	101 576
	17	(9 521 221)	(4 647 050)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	10 000	210 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(105 039)	(139 098)
Cession	21		
	22	(95 039)	70 902
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	27 484 827	9 686 604
Remboursement de la dette à long terme	24	(29 646 902)	(17 991 384)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(372 276)	12 945
Autres			
▪ Ajustement taux conso Régie	27	3	21 202
▪	28		
	29	(2 534 348)	(8 270 633)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	6 409 709	10 782 074
Solde déjà établi	31	12 762 593	1 980 519
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	12 762 593	1 980 519
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	19 172 302	12 762 593

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Baie-Comeau est un organisme municipal constitué et régit en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec (L.R.Q. no 37). Elle regroupe en une seule municipalité les municipalités ayant été constituées selon la Loi constituant en corporation la Ville de Baie-Comeau (1937, chapitre 120) et la Loi constituant en corporation la Ville de Hauterive (1950, chapitre 124) sous le nom de Ville de Baie-Comeau.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville et des organismes qu'elle contrôle. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

	Consolidation ligne par ligne
Croisières Baie-Comeau Inc.	x
Corporation plein air Manicouagan inc.	x
Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau Inc.	x
Société d'expansion de Baie-Comeau	x

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat auquel elle participe (73.59 % en 2020, 73.59 % en 2019). Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe au partenariat suivant:

Consolidation ligne par
ligne

Régie de gestion de matières résiduelles de
Manicouagan

x

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût et de la valeur de remplacement; le coût étant essentiellement déterminé suivant la méthode du coût moyen.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Infrastructures	2,5%
Bâtiments	2,5%
Véhicules	5 à 10%
Ameublement & équipement	10 à 20%
Machinerie & outillage	5 à 10%

L'amortissement du réseau d'électricité se calcule sur le solde dégressif aux taux de 3 à 10%.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

E) Revenus

La Ville se doit d'utiliser la méthode de comptabilité d'exercice qui consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

a) TAXES

Ces revenus sont constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

b) PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils font l'objet d'une demande de paiement.

c) SERVICES RENDUS

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

d) DROITS DE MUTATION IMMOBILIÈRE

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

e) AMENDES

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées sur la base des contraventions émises.

f) CESSION D'ACTIFS IMMOBILISÉS

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert. La date officielle est celle qui est stipulée au contrat ou lorsque la Ville ne peut plus bénéficier des avantages économiques rattachés à l'immobilisation.

g) TRANSFERTS

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

h) MODIFICATION AUX RÔLES D'ÉVALUATION FONCIÈRE ET DE LA VALEUR LOCATIVE

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers.

i) CARRIÈRES ET SABLIERES

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

j) AUTRES REVENUS

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et

- l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti ;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	10 172 302	10 262 593
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	9 000 000	2 500 000
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	19 172 302	12 762 593
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	2 743 335	2 390 647
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	19 079 000	6 868 000

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	1 723 424	790 826
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		742
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	26 892 047	28 969 788
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	4 666 398	10 274 110
Organismes municipaux	15	749 888	1 068 421
Autres			
▪	16	3 713 935	1 966 374
▪	17		
	18	37 745 692	43 070 261
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	25 005 088	27 344 336
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	25 005 088	27 344 336
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	1 009 019	332 428

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	223 958	223 958
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Avance Club nautique	26	108 333	118 333
▪	27		
	28	332 291	342 291
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	1 359 411	1 254 372
	32	1 359 411	1 254 372
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	1 038 102	1 254 372
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(4 795 100)	(5 408 600)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 363 400)	(2 281 200)
	37	(7 158 500)	(7 689 800)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 708 300	3 236 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	130 200	185 200
Régimes à cotisations déterminées	40	21 387	21 581
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	47 729	45 499
	43	2 907 616	3 488 380

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45	100 000	100 000
	46	100 000	100 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville de Baie-Comeau dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 20 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel - 0.5 %. Au 31 décembre 2020, aucun montant n'était utilisé.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	5 018 046	3 778 273
Salaires et avantages sociaux	48	2 852 741	2 921 495
Dépôts et retenues de garantie	49	517 921	312 873
Provision pour contestations d'évaluation	50	17 260	41 323
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	51	531 197	632 168
▪ Provision régl. Club hockey	52		266 667
▪ Redevances à payer	53	71 042	65 762
▪ Autres	54	28 141	72 512
▪	55		
	56	9 036 348	8 091 073

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	139 390	222 803
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	388 765	1 513 327
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	30 657	30 657
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	67	180 091	195 273
▪ Subventions perçues d'avance	68	181 585	189 630
▪ Autres	69	35 651	
▪	70		
	71	956 139	2 151 690

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	3,60	2021	2045	72	91 219 357	95 594 519
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,65	6,00	2021	2035	76	3 074 646	3 280 067
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,74	4,48	2021	2025	78	3 205 714	723 507
Autres	5,00	5,00	2022	2025	79	72 400	136 100
					80	97 572 117	99 734 193
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(414 347)	(42 071)
					82	97 157 770	99 692 122

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		11 107 903	929 277	8 204	12 045 384
2022	84		8 370 657	820 235	33 969	9 224 861
2023	85		10 612 533	641 946	30 227	11 284 706
2024	86		7 133 029	641 945		7 774 974
2025	87		8 865 088	379 922		9 245 010
2026 et plus	88		48 204 793			48 204 793
	89		94 294 003	3 413 325	72 400	97 779 728
Intérêts et frais accessoires	90			(207 611)		(207 611)
	91		94 294 003	3 205 714	72 400	97 572 117

Note

Les versements en capital tiennent compte des dettes à refinancer en 2021 et 2023.

14. Autres passifs

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	1 038 102	906 972
Assainissement des sites contaminés	93		
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98	1 038 102	906 972

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(45 419 292)	(50 112 250)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 (	11 217 871)	(10 889 890)
	102	(56 637 163)	(61 002 140)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	68 642 253	782 841		69 425 094
Eaux usées	104	46 671 440	1 410 764		48 082 204
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	63 168 821	2 481 340		65 650 161
Autres					
▪	106	26 745 528	148 324		26 893 852
▪	107				
Réseau d'électricité	108	10 782 838	261 511		11 044 349
Bâtiments	109	62 708 837	1 012 160	559 880	63 161 117
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	7 468 031	763 743	151 665	8 080 109
Ameublement et équipement de bureau	112	6 479 323	93 836		6 573 159
Machinerie, outillage et équipement divers	113	16 178 669	2 482 219	264 034	18 396 854
Terrains	114	11 535 118	7 559	485 130	11 057 547
Autres	115				
	116	320 380 858	9 444 297	1 460 709	328 364 446
Immobilisations en cours	117	1 702 555	280 873		1 983 428
	118	322 083 413	9 725 170	1 460 709	330 347 874
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	7 668 731	1 716 056		9 384 787
Eaux usées	120	22 330 304	1 166 899		23 497 203
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	24 010 989	1 526 724		25 537 713
Autres					
▪	122	10 393 775	876 904		11 270 679
▪	123				
Réseau d'électricité	124	6 685 962	159 470		6 845 432
Bâtiments	125	27 148 606	1 562 414	86 315	28 624 705
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	3 336 060	435 837	149 374	3 622 523
Ameublement et équipement de bureau	128	5 618 063	145 178		5 763 241
Machinerie, outillage et équipement divers	129	13 387 646	362 238	224 673	13 525 211
Autres	130				
	131	120 580 136	7 951 720	460 362	128 071 494
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	201 503 277			202 276 380
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133	4 949 040	2 984 026	42 372	7 890 694
Amortissement cumulé	134	(1 901 631)	(314 404)	(30 783)	(2 185 252)
Valeur comptable nette	135	3 047 409			5 705 442

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	313 777	313 777
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	1 957 432	1 955 436
	139	2 271 209	2 269 213
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	2 271 209	2 269 213

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Assurances et divers	142	535 033	1 040 459
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪ Oeuvre d'art SEBC	145	21 970	21 970
▪	146		
	147	557 003	1 062 429

Note**19. Obligations contractuelles****A) Sites de neiges usées**

Les contrats d'entretien de ces sites totalisent 95 820 \$ pour l'année 2020 et totalisent 84 596 \$ pour 2021. Les contrats pour les deux sites ont été renouvelés en 2018. Pour le site de Mingan, l'échéance est en 2021 et pour le site de Marquette en 2022.

B) Contrat de service

Les contrats de service totalisent 454 282 \$ pour l'année 2020. Pour les contrats en cours en 2021, cela totalisera 427 220 \$. Les échéances varient entre 2021 et 2025.

C) Location d'équipement et de machinerie

Les locations d'équipement et de machinerie totalisent 676 769 \$ pour l'année 2020 et totaliseront 959 257 \$ pour 2021. Les échéances varient entre 2021 et 2025 selon les contrats.

D) Entretien ménager

Les versements prévus pour les quatorze (14) contrats d'entretien ménager totalisent

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

480 336 \$ pour l'année 2020. Les échéances varient selon les différents contrats (2021 à 2025). Le coût pour 2021 selon les contrats en cours est de 580 653 \$.

E) Transport en commun

Un contrat lie la Ville de Baie-Comeau pour le transport en commun. Le coût est payable par versements mensuels. Les dépenses totales du transport en commun représentent 488 700 \$ en 2020. Le contrat fut revu à la baisse pour les mois d'inactivité en raison de la pandémie de la Covid19.

F) Transport adapté

Un contrat pour le transport adapté lie la Ville de Baie-Comeau. Ce contrat est payable par versements mensuels. Les dépenses totales du transport adapté représentent un déboursé total de 463 683 \$ en 2020. Le contrat fut revu à la baisse en raison de la diminution de l'achalandage en raison de la pandémie Covid19.

G) Régie de gestion de matières résiduelles

La Régie s'est engagée par contrat jusqu'en mars 2028 pour la collecte et le transport des matières résiduelles. Le solde de l'engagement suivant ce contrat, s'établit à 6 649 150 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2021: 1 008 720 \$
 2022: 890 594 \$
 2023: 890 594 \$
 2024: 890 594 \$
 2025: 890 594 \$

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 517 864 \$ sur une période de 5 ans. L'échéancier pour le versement de ces intérêts est de 579 190 \$ en 2021, 541 753 \$ en 2022, 504 530 \$ en 2023, 466 067 \$ en 2024 et de 426 324 \$ en 2025.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
S.A.E.P	250 000	50 000	25 000
Corporation plein air Manicouagan	1 250 000		108 768
Club social colombien de Hauterive	40 000	15 413	
Refuge animal Le Chapitou	36 459	18 728	25 432

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148	1 576 459	84 141	159 200

B) Auto-assurance**RECLAMATIONS D'ASSURANCE**

Au 31 décembre 2020, il y avait 51 dossiers pendants au Service des assurances et réclamations de la Ville. De ce nombre, 33 dossiers consistaient en des mises en demeure pour lesquelles aucun montant n'était précisé, 13 dossiers représentaient un compte à percevoir d'un tiers pour des biens endommagés de la Ville, 1 dossier représentait un compte à percevoir des assureurs pour des biens endommagés de la Ville et 5 dossiers étaient en instance judiciaire.

De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces réclamations et le montant, le cas échéant, que la Ville pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision concernant ces réclamations d'assurance ne figure aux livres.

C) Poursuites

Walter Lucas et al. contre LHJMQ et al.

En 2019, une action collective avait été intentée contre la LHJMQ et ses équipes dont le Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau (Organisme) afin que les joueurs soient considérés comme des employés et soient rémunérés pour la période d'octobre 2011 à juin 2018. Ce litige s'est réglé en 2020.

Une entente de principe a été publiée le 16 mai 2020 entre les plaignants et la LHJMQ. La somme à payer par le Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau inc. a été de 266 667 \$ et le paiement a été comptabilisé aux charges de l'exercice 2020.

Daniel Carcillo et Garret Taylor contre Ligue canadienne de hockey et al.

Le 18 juin 2020, une demande introductive d'instance a été signifiée contre la Ligue canadienne de hockey (LCH) et ses trois organisations membres, la Ligue de l'Ouest (WHL), la Ligue de l'Ontario (OHL) et le Ligue de hockey junior majeur du Québec (LHJMQ) ainsi que toutes les équipes de la LCH incluant l'Organisme. La poursuite demande des dommages et intérêts pour les joueurs qui auraient subi des services dans les rangs juniors. L'Organisme conteste cette réclamation.

La direction croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant, le cas échéant, que l'Organisme pourrait être appelé à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

D) Autres

s.o.

22. Actifs éventuels

s.o.

23. Redressement aux exercices antérieurs

s.o.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses lors de l'établissement de la provision pour activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement. Ces estimations et hypothèses portent notamment sur les coût de gestion, le taux de rendement des placements de portefeuille rattachés et le volume annuel enfouis. En raison des incertitudes reliées aux estimations, les résultats réels pourraient différer. Ainsi, l'évaluation de provision pour activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement présenté dans le bilan et la charge d'hygiène du milieu reflètent la meilleure estimation de la direction en tenant compte de toute l'information disponible à la date de clôture.

27 AUTRES ORGANISMES PÉRIMUNICIPAUX ET SUPRAMUNICIPAUX

Municipalité régionale de comté (MRC)

La Ville est membre de la MRC de Manicouagan, organisme régional composé de neuf municipalités et ville. Cette MRC est responsable de la gestion de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu du code municipal du Québec. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les municipalités membres selon une des bases suivantes:

- Richesse foncière;
- Population;
- Nombre de logements;
- Dossier évaluation.

La quote-part versée à la MRC par la Ville pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2020 s'élève à 289 854 \$.

La partie de la dette de l'organisme attribuable à la Ville s'élevait, au 31 décembre 2020, à 0 \$.

28 Événement significatif

La pandémie du coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire majeure qui continue d'avoir des conséquences sur l'économie. À date, cette pandémie n'a pas eu de conséquences majeures négatives sur les activités de la Ville, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie. Il est cependant impossible d'estimer l'incidence globale future de cet événement pour le moment.

29 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	45 469 273	46 914 510	46 942 224			46 942 224
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 928 851	3 010 490	3 165 020			3 143 644
Quotes-parts	3					2 278 210	
Transferts	4	1 860 272	1 585 830	3 109 357		2 444 923	4 224 054
Services rendus	5	19 421 528	23 580 530	21 480 683		1 002 352	22 395 268
Imposition de droits	6	667 373	497 300	525 635			525 635
Amendes et pénalités	7	741 433	607 000	543 884			543 884
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	546 172	339 010	393 702		25 040	418 742
Autres revenus	10	103 923	30 300	77 989		(78 809)	(820)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	71 738 825	76 564 970	76 238 494		5 671 716	78 192 631
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 602 357		815 723			815 723
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	2 602 357		815 723			815 723
	21	74 341 182	76 564 970	77 054 217		5 671 716	79 008 354
Charges							
Administration générale	22	7 972 397	9 547 187	8 610 037	172 927	536 919	9 319 883
Sécurité publique	23	6 022 110	6 146 588	6 156 513	169 843		6 326 356
Transport	24	10 372 247	9 739 487	9 451 103	1 818 028		11 269 131
Hygiène du milieu	25	7 701 341	7 462 675	7 637 337	3 118 778	3 382 606	11 860 511
Santé et bien-être	26	428 730	430 630	368 280			368 280
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 435 854	3 956 916	3 960 828	423 219	1 561 041	5 037 009
Loisirs et culture	28	9 070 075	9 447 195	8 648 834	1 193 179	531 130	9 841 853
Réseau d'électricité	29	13 824 965	18 867 112	16 506 587	262 768		16 769 355
Frais de financement	30	4 160 920	3 699 470	3 343 681		295 834	3 639 515
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	6 933 327	7 005 601	7 158 742	(7 158 742)		
	33	69 921 966	76 302 861	71 841 942		6 307 530	74 431 893
Excédent (déficit) de l'exercice	34	4 419 216	262 109	5 212 275		(635 814)	4 576 461

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 419 216	262 109	5 212 275	(635 814)	4 576 461
Moins : revenus d'investissement	2	(2 602 357)	()	(815 723)	()	(815 723)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 816 859	262 109	4 396 552	(635 814)	3 760 738
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	6 933 327	7 005 601	7 158 742	792 978	7 951 720
Produit de cession	5	24 053		31 023	172 926	203 949
(Gain) perte sur cession	6	(4 269)		13 917	300 639	314 556
Réduction de valeur / Reclassement	7				481 838	481 838
	8	6 953 111	7 005 601	7 203 682	1 748 381	8 952 063
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12				(341)	(341)
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15				(341)	(341)
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	188 600		376 999		376 999
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 247 971)	(7 330 160)	(7 232 627)	(959 782)	(8 192 409)
	18	(7 059 371)	(7 330 160)	(6 855 628)	(959 782)	(7 815 410)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(651 311)	(136 000)	(157 983)	(65 920)	(223 903)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	3 374 449			183 964	183 964
Excédent de fonctionnement affecté	21		1 559 410	1 552 735		1 552 735
Réserves financières et fonds réservés	22	(27 883)	(237 700)	(348 102)	(51 510)	(399 612)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(431 772)	(1 123 260)	(240 154)		(240 154)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	2 263 483	62 450	806 496	66 534	873 030
	26	2 157 223	(262 109)	1 154 550	854 792	2 009 342
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 974 082		5 551 102	218 978	5 770 080

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 602 357	815 723	815 723
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	107 902 )(	148 582 )(	1 565)(
Sécurité publique	3 (	580 851 )(	32 968)()
Transport	4 (	569 898 )(	5 418 281)()
Hygiène du milieu	5 (	2 812 104 )(	1 697 910 )(	1 452 241)(
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	178 358 )(	97 711)()
Loisirs et culture	8 (	38 797 )(	551 674)()
Réseau d'électricité	9 (	82 054 )(	324 238)()
	10 (	4 369 964 )(	8 271 364 )(	1 453 806)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	313 777)())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 245 055	6 481 051	2 468 801
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	651 311	157 983	65 920
Excédent accumulé				223 903
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17	201 071	245 001	245 001
	18	852 382	402 984	65 920
	19	(1 586 304)	(1 387 329)	1 080 915
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 016 053	(571 606)	1 080 915
				509 309

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019		2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 722 646	15 745 712	3 426 590	19 172 302
Débiteurs (note 5)	2	43 787 485	38 071 536	1 192 283	37 745 692
Prêts (note 6)	3	342 291	332 291		332 291
Placements de portefeuille (note 7)	4			1 359 411	1 359 411
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	2 000 000	2 000 000		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7			100 000	100 000
	8	56 852 422	56 149 539	6 078 284	58 709 696
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 544 285	8 025 155	1 679 025	9 036 348
Revenus reportés (note 12)	12	2 151 690	920 488	35 651	956 139
Dette à long terme (note 13)	13	89 578 897	85 464 688	12 543 377	97 157 770
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	7 689 800	7 158 500		7 158 500
Autres passifs (note 14)	15			1 038 102	1 038 102
	16	106 964 672	101 568 831	15 296 155	115 346 859
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(50 112 250)	(45 419 292)	(9 217 871)	(56 637 163)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	179 771 439	180 839 118	21 437 262	202 276 380
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	313 777	313 777	1 957 432	2 271 209
Stocks de fournitures	20	1 609 281	1 557 485	31 725	1 589 210
Autres actifs non financiers (note 18)	21	987 165	490 599	66 404	557 003
	22	182 681 662	183 200 979	23 492 823	206 693 802
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	5 337 650	7 863 582	2 925 689	8 789 271
Excédent de fonctionnement affecté	24	2 105 221	3 527 732	172 927	3 700 659
Réserves financières et fonds réservés	25	2 154 294	1 877 612	160 036	2 037 648
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(423 488)	(183 333)		(183 333)
Financement des investissements en cours	27	2 421 891	1 826 514	999 689	2 826 203
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	120 973 844	122 869 580	10 016 611	132 886 191
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	132 569 412	137 781 687	14 274 952	150 056 639
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	17 795 290	17 601 411	18 715 628	18 142 270
Charges sociales	2	5 079 510	4 761 156	5 108 323	5 150 412
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	39 626 942	35 947 262	38 105 073	35 972 997
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	2 879 860	2 822 340	2 822 340	3 228 368
D'autres organismes municipaux	8			291 628	295 278
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	60			
D'autres tiers	10	57 450			32 586
Autres frais de financement	11	762 100	521 341	525 547	932 552
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	2 386 758	2 382 369	104 159	108 068
Transferts	13			29 024	28 483
Autres	14	239 100	230 584	230 584	235 698
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	470 190	416 737	416 737	474 850
Amortissement des immobilisations	17	7 005 601	7 158 742	7 951 720	7 930 640
Autres					
▪	18			131 130	128 559
▪	19				
▪	20				
	21	76 302 861	71 841 942	74 431 893	72 660 761

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 789 271	6 220 697
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 700 659	2 105 221
Réserves financières et fonds réservés	3	2 037 648	2 262 819
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(183 333)	(423 488)
Financement des investissements en cours	5	2 826 203	2 521 218
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	132 886 191	132 793 711
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	150 056 639	145 480 178

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	7 863 582	5 337 650
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	925 689	883 047
	11	8 789 271	6 220 697

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Fonds auto assurance	12	1 002 562	545 811
▪ Budget 2020	13		1 559 410
▪ Budget 2021	14	2 525 170	
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	3 527 732	2 105 221
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Produit cession presse Régie	22	172 927	
▪	23		
▪	24		
	25	172 927	
	26	3 700 659	2 105 221

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	1 355 991
Organismes contrôlés et partenariats	38	154 531
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	521 621
Organismes contrôlés et partenariats	40	5 505
Montant non réservé		
Administration municipale	41	975 099
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	100 000
▪	46	
	47	2 037 648
	48	2 262 819
	48	2 037 648
	48	2 262 819

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)( 194 318)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)( 3)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()()
Autres	52 (183 333	)( 229 167)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()()
	54 (183 333	)( 423 488)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()()
Assainissement des sites contaminés	56 ()()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()()
Autres		
▪	58 ()()
▪	59 ()()
	60 (183 333	)( 423 488)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()()
Autres		
▪	66 ()()
▪	67 ()()
	68 ()()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()()
Autres		
▪	72 ()()
▪	73 ()()
	74 ()()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81 (183 333	)( 423 488)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 2 849 974	2 521 218
Investissements à financer	83 (23 771)	()
	84 2 826 203	2 521 218
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 202 276 380	201 503 277
Propriétés destinées à la revente	86 2 271 209	2 269 213
Prêts	87 332 291	342 291
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 204 879 880	204 114 781
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 204 879 880	204 114 781
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (97 157 770)	99 692 122)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (414 347)	42 071)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 25 005 088	27 344 336
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 573 340	780 898
	98 (71 993 689)	71 608 959)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	(287 889)
	100 (71 993 689)	71 321 070)
	101 132 886 191	132 793 711

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2019 tel qu'exigé par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal. Les changements suivants sont survenus depuis la dernière évaluation:

- Le *Règlement modifiant le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite* a été publié par le gouvernement du Québec le 20 décembre 2017 et est entré en vigueur le 4 janvier 2018. Ce règlement entraînait notamment la nécessité pour le régime de se doter d'une politique de financement. À ce jour, la politique de financement n'a pas encore été adoptée, mais les éléments présentés dans le projet actuellement en cours d'élaboration ont été considérés. Cette politique sera adoptée sous peu. De plus, la *Loi bonifiant le régime des rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite* a été également considérée, mais elle n'a aucun impact sur l'évaluation.

- En septembre 2017, l'Institut canadien des actuaires (ICA) a publié le *Rapport du groupe de travail sur l'amélioration de la mortalité* lequel faisant mention de l'échelle d'amélioration MI-2017. Toutefois, dans sa *Note éducative - deuxième révision: Sélection des hypothèses de mortalité aux fins des évaluations actuarielles des régimes de retraite*, l'ICA a émis l'opinion qu'il est aussi acceptable de continuer d'utiliser l'échelle CPM-B pour le moment. L'échelle CPM-B est encore utilisée dans l'évaluation au 31 décembre 2019.

- Les *Normes de pratique* de l'ICA prévoient qu'à compter du 1er mars 2019, le rapport d'évaluation dont la date de calcul est postérieure au 28 février 2019 devra rendre compte de l'incidence, sur le niveau de provisionnement du régime selon l'approche de capitalisation ainsi que sur la cotisation d'exercice, de l'effet de scénarios défavorables mais plausibles. Ces informations sont présentées dans le rapport au 31 décembre 2019.

- En décembre 2019, le comité de retraite a adopté une nouvelle allocation d'actif différente pour le volet antérieur et pour le volet courant. La nouvelle allocation d'actif a été considérée afin de déterminer le taux d'actualisation sur base de capitalisation et ce, pour chacun des volets.

Date de la retraite normale: 65 ans

Date de la retraite anticipée et ajustements applicables: 55 ans

Les modalités suivantes s'appliquent aux participants inactifs qui prennent leur retraite:

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

avant 60 ans et réduction du pourcentage annuel indiqué ci-dessous entre 60 et 63 ans

Catégories 1 et 6: 4.50%

Catégories 2 et 7: 2.75%

Catégories 3 et 8 : 3.50%

À compter du 1er janvier 2014, voir les modalités suivantes applicables aux participants actifs pour cette période

Catégorgies 2 et 7

Avant le 1er janvier 1991: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 65 ans

Entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2013: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuariel (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 61.5 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégorgies 3 et 8

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 62 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégorgies 1 et 6

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 61.75 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégorgies 4 et 9

Avant le 1er janvier 2005: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 59 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 59 et 61 ans.

Entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2013: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 58 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 58 et 60 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

d'anticipation avant 58 ans.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (5 408 600)	(5 320 300)
Charge de l'exercice	4 (2 708 300)	(3 236 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 3 321 800	3 147 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (4 795 100)	(5 408 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 79 861 600	77 520 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (92 915 200)	(87 853 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (13 053 600)	(10 332 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 8 258 500	4 924 100
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (4 795 100)	(5 408 600)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (4 795 100)	(5 408 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 79 861 600	77 520 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (92 915 200)	(87 853 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (13 053 600)	(10 332 700)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 935 400	2 781 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 2 935 400	2 781 800
Cotisations salariales des employés	21 (1 444 400)	(1 289 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 491 000	1 492 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 760 300	1 042 400
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 2 251 300	2 534 500
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 4 377 000	4 196 500
Rendement espéré des actifs	33 (3 920 000)	(3 494 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 457 000	701 600
Charge de l'exercice	35 2 708 300	3 236 100

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 134 400	8 159 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (3 920 000)	(3 494 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (1 785 600)	4 664 400
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (2 253 000)	(930 500)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 4 559 700	4 127 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 79 861 600	77 520 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42 308 800	899 200
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 880 400	846 900
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 164 600	1 280 700
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,68 %	5,05 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,05 %	5,05 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 281 200)	(2 143 000)
Charge de l'exercice	56 (130 200)	(185 200)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 48 000	47 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (2 363 400)	(2 281 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 089 300)	(1 796 900)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 089 300)	(1 796 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (274 100)	(484 300)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 363 400)	(2 281 200)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 363 400)	(2 281 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (2 089 300)	(1 796 900)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (2 089 300)	(1 796 900)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 117 800	86 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 117 800	86 600
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 117 800	86 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (40 500)	14 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 77 300	101 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 52 900	83 900
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 52 900	83 900
Charge de l'exercice	87 130 200	185 200
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (169 700)	661 900
Prestations versées au cours de l'exercice	92 48 000	47 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,10 %	2,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 2,80 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,20 %	4,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2036	2036
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM) a été mis en place par le gouvernement en 1975. Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus à ce régime, puisqu'il a été remplacé par le Régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Retraite Québec a continué d'effectuer les paiements en vertu du RRMCM aux participants du régime et a puisé les sommes à même sa caisse de retraite jusqu'en novembre 2017, date de l'épuisement de la caisse. Depuis cette date, toutes les sommes payables en vertu du RRMCM sont devenues des prestations payables, selon les mêmes modalités, en vertu du Régime de prestations supplémentaires des maires et conseillers des municipalités (RPSMCM). Celles-ci sont financées par des contributions annuelles des municipalités concernées.

Pour ce faire, Retraite Québec a transmis une première facture en février 2017 et elle répétera annuellement l'envoi à chaque municipalité concernée. Ces factures sont établies en fonction de l'estimation de l'ensemble des paiements à effectuer au cours de l'année civile en cours et des pourcentages de répartition indiqués à l'annexe du Règlement publié à la Gazette officielle du Québec du 8 février 2017.

Le RPSMCM est considéré comme un régime d'avantages de retraite interemployeurs à prestations déterminées.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Autres régimes	110	21 387
	111	21 387
		21 581

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	113	
Régime de retraite simplifié	114	
REER	115	
Autres régimes	116	
	117	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	9	9

Description du régime

Créé en 1989, le RREM a remplacé le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM), qui était en vigueur depuis le 1er janvier 1975. Retraire Québec (anciennement LA CARRA) administre le RREM, mais c'est le ministre des affaires municipales et de l'Occupation du territoire qui est responsable de l'application de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux. Le RREM vise les membres du conseil municipal et de certains organismes supramunicipaux.

La participation des élus est obligatoire jusqu'à la fin du mandat, au plus tard, jusqu'au 30 décembre de l'année où ils auront 69 ans.

Le Régime de retraite des élus municipaux est un régime à prestations déterminées. Un tel régime garantit une rente de base dont le montant est fixé selon une formule de calcul établie.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	14 162	13 501
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	47 729	45 499
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122	47 729	45 499

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	43 534 370	43 567 247	42 452 573
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	43 534 370	43 567 247	42 452 573
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	3 235 140	3 227 163	2 834 633
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	145 000	147 814	182 067
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 380 140	3 374 977	3 016 700
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 380 140	3 374 977	3 016 700
	27	46 914 510	46 942 224	45 469 273

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2020	2020	2020	2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	543 960	548 656	536 158
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	8 870	10 089	8 861
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	43 880	43 878	41 089
	32	596 710	602 623	586 108
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 095 290	1 093 044	1 060 061
Cégeps et universités	34	260 770	260 231	252 381
Écoles primaires et secondaires	35	962 090	1 112 998	935 004
	36	2 318 150	2 466 273	2 247 446
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	2 914 860	3 068 896	2 833 554
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	48 770	49 900	48 764
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	1 390	1 577	1 385
Taxes d'affaires	44			
	45	50 160	51 477	50 149
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	45 470	44 647	23 271
	48	45 470	44 647	23 271
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	3 010 490	3 165 020	2 906 975

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			1 000
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			11 797
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	16 960	62 421	156 677
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60		22 791	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	62 230	133 889	119 394
Transport adapté	62	320 000	341 997	325 706
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	398 640	423 114	352 172
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71		196	272 166
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			164 338
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73		874 115	816 033
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			5 189

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	4 200	88 720	10 720
Promotion et développement économique	85	66 930	93 136	181 394
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	6 090	6 090	10 599
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	123 320	50 983	107 907
Autres	89	49 630	77 304	52 837
Réseau d'électricité	90			
	91	1 048 000	1 300 641	2 415 338
				2 587 929

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			62 160
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 230 331	1 230 331	
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(485 744)	(485 744)	492 183
Réseau de distribution de l'eau potable	108	(2 044)	(2 044)	18 916
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	(67 623)	(67 623)	2 016 134
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122	90 152	90 152	12 964
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			8 273
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	38 587	38 587	
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	12 064	12 064	
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	815 723	815 723	2 610 630

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	297 930	297 929	292 554
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140	239 900	1 510 787	62 609
	141	537 830	1 808 716	355 163
TOTAL DES TRANSFERTS	142	1 585 830	3 925 080	5 553 722

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi		143		
Évaluation		144		
Autres		145		
		146		
Sécurité publique				
Police		147		
Sécurité incendie		148		
Sécurité civile		149		
Autres		150		
		151		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale		152		
Enlèvement de la neige		153		
Autres		154		
Transport collectif		155		
Autres		156		
		157		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		158		
Réseau de distribution de l'eau potable		159		
Traitement des eaux usées		160		
Réseaux d'égout		161		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés		162		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport		163		
Tri et conditionnement		164		
Autres		165		
Autres		164		
Cours d'eau		167		
Protection de l'environnement		168		
Autres		169		
		170		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181	15 000	15 000	15 000
	182	15 000	15 000	15 000
Réseau d'électricité				
	183			
	184	15 000	15 000	15 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	803 220	811 882	809 720
	188	803 220	811 882	809 720
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190	180 000	232 876	232 188
Sécurité civile	191	278 180	270 615	268 542
Autres	192			
	193	458 180	503 491	500 730
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	115 620	122 687	111 070
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			133
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197	130 000	78 433	125 353
Transport adapté	198	111 000	58 648	118 904
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	356 620	259 768	355 460
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204	15 000	11 293	9 926
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212		916 430	818 225
	213	15 000	927 723	828 151

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220		(1 845)	172 542
Autres	221			
	222		(1 845)	172 542
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	816 760	585 469	819 611
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	22 150	32 521	51 333
Autres	225	93 600	54 700	110 226
	226	932 510	672 690	981 170
Réseau d'électricité				
	227	21 000 000	19 206 559	16 749 522
	228	23 565 530	21 465 683	20 397 295
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	23 580 530	21 480 683	20 412 295

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	97 300	119 818	117 875
Droits de mutation immobilière	231	400 000	405 817	549 498
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	497 300	525 635	667 373
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	607 000	543 884	741 433
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	339 010	393 702	603 123
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	6 000	(13 917)	(520 973)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	24 300	91 906	1 418 968
	247	30 300	77 989	897 995
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	592 210	522 519		522 519	522 519	539 736
Greffe et application de la loi	2	1 044 521	929 795	26 789	956 584	956 584	1 056 821
Gestion financière et administrative	3	4 287 435	4 234 098	142 407	4 376 505	4 913 424	4 520 360
Évaluation	4	644 340	597 995		597 995	597 995	608 861
Gestion du personnel	5	886 090	684 710	3 731	688 441	688 441	659 807
Autres							
▪	6	2 092 591	1 640 920		1 640 920	1 640 920	1 357 816
▪	7						
	8	9 547 187	8 610 037	172 927	8 782 964	9 319 883	8 743 401
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 255 930	3 261 164	21 317	3 282 481	3 282 481	3 161 916
Sécurité incendie	10	2 524 038	2 546 992	148 526	2 695 518	2 695 518	2 644 121
Sécurité civile	11	18 330	20 191		20 191	20 191	26 610
Autres	12	348 290	328 166		328 166	328 166	349 443
	13	6 146 588	6 156 513	169 843	6 326 356	6 326 356	6 182 090
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 068 407	2 687 587	1 658 835	4 346 422	4 346 422	4 316 067
Enlèvement de la neige	15	4 382 293	4 060 165	111 478	4 171 643	4 171 643	4 870 880
Éclairage des rues	16	365 824	148 635	13 475	162 110	162 110	184 437
Circulation et stationnement	17	507 279	458 138	29 478	487 616	487 616	490 475
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 262 138	1 043 853	4 674	1 048 527	1 048 527	1 300 645
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 153 546	1 052 725	88	1 052 813	1 052 813	1 070 096
	22	9 739 487	9 451 103	1 818 028	11 269 131	11 269 131	12 232 600

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 924 850	1 826 097	909 573	2 735 670	2 735 670	2 664 248
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 163 811	1 566 321	894 610	2 460 931	2 460 931	2 389 045
Traitement des eaux usées	25	789 971	694 655	466 024	1 160 679	1 160 679	1 151 445
Réseaux d'égout	26	1 146 355	1 094 466	842 964	1 937 430	1 937 430	2 003 023
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	766 762	786 781	5 607	792 388	869 483	1 099 327
Élimination	28	515 190	515 184		515 184	1 086 650	1 032 957
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	165 480	165 472		165 472	246 846	170 660
Tri et conditionnement	30	115 850	115 842		115 842	490 303	119 462
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	871 760	872 519		872 519	872 519	860 093
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	2 646					957
Autres	39						
	40	7 462 675	7 637 337	3 118 778	10 756 115	11 860 511	11 491 217
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	285 600	232 156		232 156	232 156	290 671
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	145 030	136 124		136 124	136 124	138 059
	44	430 630	368 280		368 280	368 280	428 730

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 697 694	1 821 977	39 531	1 861 508	1 861 508	1 826 324
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	184 590	181 967		181 967	239 370	359 572
Tourisme	49	897 942	855 944	381 911	1 237 855	1 833 414	2 197 078
Autres	50	822 290	652 442	1 777	654 219	654 219	251 862
Autres	51	354 400	448 498		448 498	448 498	304 498
	52	3 956 916	3 960 828	423 219	4 384 047	5 037 009	4 939 334
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 371 385	1 150 633	6 417	1 157 050	1 157 050	1 319 795
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 205 586	2 869 177	105 209	2 974 386	2 974 226	3 370 312
Piscines, plages et ports de plaisance	55	546 461	425 716	18 942	444 658	444 658	493 776
Parcs et terrains de jeux	56	209 981	173 936	253 461	427 397	427 397	479 811
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	1 402 860	1 386 596	104 357	1 490 953	1 490 953	1 291 234
	60	6 736 273	6 006 058	488 386	6 494 444	6 494 284	6 954 928
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	605 972	658 176	270 381	928 557	928 557	704 060
Bibliothèques	62	1 086 499	1 058 367	40 013	1 098 380	1 098 380	1 075 888
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	166 279	150 844	7 697	158 541	158 541	160 548
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	852 172	775 389	386 702	1 162 091	1 162 091	1 168 586
	66	2 710 922	2 642 776	704 793	3 347 569	3 347 569	3 109 082
	67	9 447 195	8 648 834	1 193 179	9 842 013	9 841 853	10 064 010

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	18 867 112	16 506 587	262 768	16 769 355	16 769 355	14 090 595
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	2 795 410	2 670 748		2 670 748	2 962 376	3 388 264
Autres frais	70	141 960	151 592		151 592	151 592	167 968
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	598 100	509 900		509 900	509 900	785 500
Autres	72	164 000	11 441		11 441	15 647	147 052
	73	3 699 470	3 343 681		3 343 681	3 639 515	4 488 784
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	7 005 601	7 158 742 (	7 158 742)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	190 765	190 765	783 288
Usines de traitement de l'eau potable	2	564 649	564 649	
Usines et bassins d'épuration	3	504 387	504 387	1 076 629
Conduites d'égout	4	339 299	339 299	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		1 387 885	319 317
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 272 985	2 272 985	95 167
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	208 355	208 355	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	30 323	30 323	32 026
Autres infrastructures	11	90 152	90 152	12 964
Réseau d'électricité	12	301 038	301 038	13 982
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	144 722	144 722	1 629 562
Édifices communautaires et récréatifs	14	330 927	330 927	49 187
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	763 743	763 743	293 765
Ameublement et équipement de bureau	18		1 564	141 633
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 522 460	2 586 817	131 373
Terrains	20	7 559	7 559	119 399
Autres	21			50 334
	22	8 271 364	9 725 170	4 748 626

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	190 765	190 765	783 288
Usines de traitement de l'eau potable	24	564 649	564 649	
Usines et bassins d'épuration	25	504 387	504 387	1 076 629
Conduites d'égout	26	339 299	339 299	
Autres infrastructures	27	2 601 815	3 989 700	459 474
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	4 070 449	4 136 370	2 429 235
	34	8 271 364	9 725 170	4 748 626

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2		172 926		172 926
Réserves financières et fonds réservés	3	5 505			5 505
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	72 384 352	8 760 445	8 756 199	72 388 598
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	72 389 857	8 933 371	8 756 199	72 567 029
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	27 344 336	(527 545)	1 811 703	25 005 088
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	27 344 336	(527 545)	1 811 703	25 005 088
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	27 344 336	(527 545)	1 811 703	25 005 088
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	27 344 336	(527 545)	1 811 703	25 005 088
	19	99 734 193	8 405 826	10 567 902	97 572 117
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	99 734 193	8 405 826	10 567 902	97 572 117

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	85 821 193
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	23 771
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	521 621
Débiteurs	9	25 005 088
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	1 850 285
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	58 467 970
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	11 693 082
Endettement net à long terme	17	70 161 052
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	70 161 052
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	70 161 052
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	219 968
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	111 573	107 184	108 068
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 275 185	2 275 185	(3 025)
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 386 758	2 382 369	104 159
				108 068

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1	14 555	1 052
Charges sociales	2	1 989	258
Biens et services	3	8 254 820	4 368 654
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 271 364	4 369 964

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	41,00	35,00	74 620,00	4 454 167	1 147 308	5 601 475
Professionnels	2	48,00	30,00	74 880,00	795 147	109 491	904 638
Cols blancs	3	71,00	35,00	129 220,00	4 757 978	1 524 512	6 282 490
Cols bleus	4	51,00	40,00	106 080,00	5 894 478	1 557 691	7 452 169
Policiers	5						
Pompiers	6	41,00	40,00	85 280,00	1 399 256	352 203	1 751 459
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	252,00		470 080,00	17 301 026	4 691 205	21 992 231
Élus	9	9,00			314 940	71 940	386 880
	10	261,00			17 615 966	4 763 145	22 379 111

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		(62 630)			(62 630)
Réseau de distribution de l'eau potable	13		(2 044)			(2 044)
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		(67 427)			(67 427)
Autres	16		4 057 181			4 057 181
	17		3 925 080			3 925 080

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	768 557	1 312 981
	4	768 557	1 312 981
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	9 633	
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	9 633	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	707 712	811 610
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	80 435	66 877
	15	788 147	878 487
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	961 397	986 727
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	360 593	375 617
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	21 422	43 820
	26	1 343 412	1 406 164
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	26 058	31 654
Promotion et développement économique	33	217 002	281 488
Autres	34		
	35	243 060	313 142
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	10 971	13 683
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	143 707	186 668
	39	154 678	200 351
Réseau d'électricité			
	40	36 194	49 795
	41	3 343 681	4 160 920

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	2020		2019
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2	21 000 000	19 206 559
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6	21 000 000	19 206 559
			16 749 522
Charges			
Achat d'énergie	7	16 500 000	14 394 104
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9	2 367 112	2 112 483
Autres frais	10		
Frais de financement	11	60 860	36 194
Amortissement des immobilisations	12	253 024	262 768
	13	19 180 996	16 805 549
			14 140 390
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 ()()(
	15	19 180 996	16 805 549
			14 140 390
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	1 819 004	2 401 010
			2 609 132
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17	253 024	262 768
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	253 024	262 768
			265 630
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 ()()(
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 ()()(
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32	253 024	262 768
			265 630
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	2 072 028	2 663 778
			2 874 762

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Élus, rémunération VBC	Conseiller	130 795	71 017		
Élus, rémunération VBC	Maire	96 071	17 057		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>3 728 000</u> | | | \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|---|--------------------------|----|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | <u>89 522</u> | | | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | _____ | | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | _____ | | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | _____ | | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | _____ | | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | _____ | | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | _____ | | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | _____ | | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | _____ | | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | _____ | | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | _____ | | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ 279 398 \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ 95 945 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 _____ 2019-363
- b) Date d'adoption de la résolution 59 _____ 2019-10-21
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la
Ville de Baie-Comeau,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la **VILLE DE BAIE-COMEAU** (Ville) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et les villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Le 17 mai 2021

Baie-Comeau, Canada

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A128584

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	46 942 224
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 010 609
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	147 814
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	34 783 801

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 774 835 900
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 773 552 700
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 774 194 300

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,9605 / 100 \$
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	43 990 520
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	43 990 520

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	3 214 660
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	145 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	3 359 660
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	3 359 660
	27	47 350 180

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	549 460
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	10 090
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	50 770
	5	610 320

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 105 110
Cégeps et universités	7	263 110
Écoles primaires et secondaires	8	1 037 730
	9	2 405 950

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	3 016 270

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	49 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	46 040
	21	95 940

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	3 112 210

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 117 010 683	x 1,7900 /100 \$	19 994 500				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	141 395 494	x 1,7900 /100 \$	2 530 980				
Immeubles non résidentiels	4	267 505 273	x 3,9900 /100 \$	10 673 470				
Immeubles industriels	5	241 796 250	x 4,3800 /100 \$	10 590 680				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	5 460 000	x 3,5800 /100 \$	195 471				
Immeubles agricoles	8	302 600	x 1,7900 /100 \$	5 419				
Total	9			43 990 520	()	()		43 990 520
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	244,75 \$
Égout	2	\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Compensation tenant lieu de taxes	0,5000	1 - du 100 \$ d'évaluation	Art. 10 règl. Taxation

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	47 350 180
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 147 639
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	145 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	35 057 541

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 773 470 300

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1,9768 / 100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	10 673 470	10 590 680		195 470	2 530 980	5 420
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	679 960				763 235	1 888
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	11 353 430	10 590 680		195 470	3 294 215	7 308

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	19 994 500			43 990 520
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5	1 769 577			3 214 660
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	21 764 077			47 205 180

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-14	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	76 084 597	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	7 590 610	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	3 069 900	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	3 091 080	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Jeanie Caron, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 17 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Baie-Comeau.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Baie-Comeau consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Baie-Comeau détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-10 10:11:47

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	71 738 825	76 564 970	76 238 494	5 671 716	78 192 631
Investissement	2	2 602 357		815 723		815 723
	3	74 341 182	76 564 970	77 054 217	5 671 716	79 008 354
Charges	4	69 921 966	76 302 861	71 841 942	6 307 530	74 431 893
Excédent (déficit) de l'exercice	5	4 419 216	262 109	5 212 275	(635 814)	4 576 461
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 602 357)	(	815 723)	(	815 723)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 816 859	262 109	4 396 552	(635 814)	3 760 738
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	6 933 327	7 005 601	7 158 742	792 978	7 951 720
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	188 600		376 999		376 999
Remboursement de la dette à long terme	10 (	7 247 971)	(	7 232 627)	(	8 192 409)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	651 311)	(	157 983)	(	223 903)
Excédent (déficit) accumulé	12	2 914 794	198 450	964 479	132 454	1 096 933
Autres éléments de conciliation	13	19 784		44 940	955 062	1 000 002
	14	2 157 223	(262 109)	1 154 550	854 792	2 009 342
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 974 082		5 551 102	218 978	5 770 080

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	10 722 646	15 745 712	19 172 302
Débiteurs	2	43 787 485	38 071 536	37 745 692
Placements de portefeuille	3			1 359 411
Autres	4	2 342 291	2 332 291	432 291
	5	56 852 422	56 149 539	58 709 696
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	89 578 897	85 464 688	97 157 770
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	7 689 800	7 158 500	7 689 800
Autres	9	9 695 975	8 945 643	11 030 589
	10	106 964 672	101 568 831	115 346 859
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(50 112 250)	(45 419 292)	(56 637 163)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	179 771 439	180 839 118	202 276 380
Autres	13	2 910 223	2 361 861	4 417 422
	14	182 681 662	183 200 979	206 693 802
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	5 337 650	7 863 582	8 789 271
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 105 221	3 527 732	3 700 659
Réserves financières et fonds réservés	17	2 154 294	1 877 612	2 037 648
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	423 488)	183 333)	183 333)
Financement des investissements en cours	19	2 421 891	1 826 514	2 826 203
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	120 973 844	122 869 580	132 886 191
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	132 569 412	137 781 687	150 056 639

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds auto assurance	23	1 002 562	545 811
▪ Budget 2020	24		1 559 410
▪ Budget 2021	25	2 525 170	
▪	26		
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	3 527 732	2 105 221
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	172 927	
	34	3 700 659	2 105 221
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
▪	35	1 877 612	2 154 294
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	160 036	108 525
	37	5 738 307	4 368 040

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	58 467 970
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	70 161 052

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	178 431	5 505
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	72 388 598	72 384 352
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	25 005 088	27 344 336
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	97 572 117	99 734 193

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2019	Budget 2020	Réalizations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	45 469 273	46 914 510	46 942 224	46 942 224
Compensations tenant lieu de taxes	12	2 928 851	3 010 490	3 165 020	3 143 644
Quotes-parts	13				
Transferts	14	1 860 272	1 585 830	3 109 357	4 224 054
Services rendus	15	19 421 528	23 580 530	21 480 683	22 395 268
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 408 806	1 104 300	1 069 519	1 069 519
Autres	17	650 095	369 310	471 691	417 922
	18	71 738 825	76 564 970	76 238 494	78 192 631
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	2 602 357		815 723	815 723
Autres	22				
	23	2 602 357		815 723	815 723
	24	74 341 182	76 564 970	77 054 217	79 008 354

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	9 547 187	8 610 037	172 927	8 782 964	9 319 883	8 743 401
Sécurité publique							
Police	2	3 255 930	3 261 164	21 317	3 282 481	3 282 481	3 161 916
Sécurité incendie	3	2 524 038	2 546 992	148 526	2 695 518	2 695 518	2 644 121
Autres	4	366 620	348 357		348 357	348 357	376 053
Transport							
Réseau routier	5	7 323 803	7 354 525	1 813 266	9 167 791	9 167 791	9 861 859
Transport collectif	6	1 262 138	1 043 853	4 674	1 048 527	1 048 527	1 300 645
Autres	7	1 153 546	1 052 725	88	1 052 813	1 052 813	1 070 096
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	5 024 987	5 181 539	3 113 171	8 294 710	8 294 710	8 207 761
Matières résiduelles	9	2 435 042	2 455 798	5 607	2 461 405	3 565 801	3 282 499
Autres	10	2 646					957
Santé et bien-être	11	430 630	368 280		368 280	368 280	428 730
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 697 694	1 821 977	39 531	1 861 508	1 861 508	1 826 324
Promotion et développement économique	13	1 904 822	1 690 353	383 688	2 074 041	2 727 003	2 808 512
Autres	14	354 400	448 498		448 498	448 498	304 498
Loisirs et culture	15	9 447 195	8 648 834	1 193 179	9 842 013	9 841 853	10 064 010
Réseau d'électricité	16	18 867 112	16 506 587	262 768	16 769 355	16 769 355	14 090 595
Frais de financement	17	3 699 470	3 343 681		3 343 681	3 639 515	4 488 784
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	69 297 260	64 683 200	7 158 742	71 841 942	74 431 893	72 660 761
Amortissement des immobilisations	20	7 005 601	7 158 742	(7 158 742)			
	21	76 302 861	71 841 942		71 841 942	74 431 893	72 660 761

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Réalisations 2020</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	2 602 357	815 723		815 723
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2 (	4 369 964 )(	8 271 364 )(	1 453 806 )(	9 725 170)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	313 777)()))
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 245 055	6 481 051	2 468 801	8 949 852
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	651 311	157 983	65 920	223 903
Excédent accumulé	6	201 071	245 001		245 001
	7	(1 586 304)	(1 387 329)	1 080 915	(306 414)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 016 053	(571 606)	1 080 915	509 309

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14